

Indonésie : appel à la suspension des prêts de la Banque mondiale (SFI) au secteur du palmier à huile

Aout 2009

Un audit interne a révélé que la Société financière internationale (SFI) organe de la Banque mondiale pour le secteur privé a permis que les intérêts commerciaux l'emportent sur ses normes environnementales et sociales au moment de faire des prêts considérables au secteur du palmier à huile de l'Indonésie.

L'expansion débridée des plantations de palmier à huile dans ce pays est devenue synonyme de l'élimination généralisée des forêts et des tourbières, d'émissions massives de CCO2 et du vol des terres des peuples autochtones.

Or, le gouvernement prévoit d'élargir ces plantations, les faisant passer des 7 millions d'hectares actuels à plus de 20 millions au cours des dix prochaines années.

Connaissant tous ces risques, la SFI a quand même fait des prêts au groupe Wilmar qui commerce en huile de palme et, d'après le rapport, elle l'a fait au mépris de ses propres normes.

La SFI n'a pas évalué la chaîne d'approvisionnement ni considéré les conséquences négatives des plantations subsidiaires de l'entreprise, qui envahissaient les terres et les forêts communautaires à Bornéo et à Sumatra. Telles sont les conclusions d'un rapport d'audit fortement critique qui vient d'être publié par le bureau de l'Ombudsman (CAO) de la SFI, lequel a analysé une plainte détaillée présentée en juillet 2007 par le Forest Peoples Programme et par une coalition de 19 organisations de la société civile et des peuples autochtones indonésiens, dont SawitWatch et Gemawan.

Ce qui a provoqué la présentation de la plainte est le fait que la SFI persistait à ignorer les ONG qui dénonçaient que son client commercial préféré, Wilmar International, violait non seulement les normes de la SFI mais aussi la législation indonésienne.

Dans un dossier minutieux présenté en 2007, les ONG démontraient que Wilmar :

- ne reconnaissait pas les droits coutumiers des communautés locales,
- s'emparait de leurs terres avec la connivence des agences étatiques locales et nationales,
- était complice de graves violations des droits de l'homme lorsque les communautés s'y opposaient,
- défrichait de grandes surfaces de forêt et de tourbières,
- appliquait des méthodes illégales telles que l'usage du feu,
- ne respectait pas les réglementations,
- ne faisait pas d'évaluations d'impact environnemental et
- ne tenait pas la promesse faite aux communautés de réserver des zones à l'établissement de petites fermes.

À l'époque où la SFI a accordé à Wilmar la garantie d'investissement qui a déclenché la plainte, les entreprises du groupe étaient l'objet de procès intentés par le gouvernement qui les accusait de violations des lois environnementales.

Au cours des 8 années où elle a bénéficié du parrainage de la SFI, l'entreprise Wilmar Trading est devenue le premier négociant en huile de palme crue du monde et un empire commercial à intégration verticale dont la valeur s'élèverait à 7 milliards USD, qui possède des usines en Europe orientales, des ports et des raffineries à Sumatra, des moyens de transport maritime, un Q.G. à Singapour et une banque de grandes plantations en franche expansion au Sarawak et en Indonésie, dont le but est d'atteindre un million d'hectares.

L'affaire SFI-Wilmar est d'autant plus scandaleuse que, même après que la plainte a été présentée et qu'une équipe du CAO négociait les litiges fonciers qui opposaient l'entreprise et les communautés locales, le personnel de la SFI continuait à ignorer la situation et préparait un nouveau prêt pour le groupe Wilmar. Les ONG ont eu beau prévenir le Président et tout le Conseil d'administration; malgré le fait que le personnel de la SFI était en train de violer encore une fois les normes établies, le Conseil a approuvé un nouveau prêt pour l'entreprise.

Comme il est habituel lorsque le CAO publie un rapport d'audit, le personnel supérieur de la SFI a préparé une « Réponse de la Direction » qui a été publiée en même temps.

Après avoir examiné avec soin cette réponse, les ONG ont fait savoir à la SFI qu'elles la trouvaient insuffisante.

Dans une lettre : <http://www.forestpeoples.org/documents/ifi_igo/ifc_wilmar_fpp_let_jul07_eng.pdf>

très ferme qui a reçu l'appui d'ONG du monde entier, adressée au président de la Banque mondiale/ SFI, Richard Zoellick, elles affirment :

« Premièrement, il est évident pour nous, et l'audit le confirme, que la SFI a un problème systémique : le besoin d'accorder des prêts et de soutenir les intérêts des entreprises passe avant la prudence, la vérification diligente et le souci des incidences écologiques et sociales. Aucune mesure n'est proposée pour résoudre ce problème.

Deuxièmement, la Réponse de la Direction n'inclut aucune analyse des problèmes généraux dont souffre le secteur de l'huile de palme dans le contexte indonésien ; en revanche, une annexe du rapport fait du battage au sujet de ses bénéfices potentiels. Or, comme le montre notre documentation et le confirme le rapport d'audit, le secteur huilier de l'Indonésie a des problèmes endémiques qui ne sont pas l'apanage d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises...

En particulier, nous remarquons que la Réponse de la Direction :

- ne suggère aucune mesure pour sanctionner le personnel de la SFI qui a systématiquement violé les politiques de l'institution ;*
- ne recommande aucune mesure pour éviter que le personnel de la SFI induise en erreur le Conseil d'administration quand des projets lui sont présentés pour son approbation ;*
- ne propose aucune mesure pour résoudre un problème fondamental : que la législation foncière et les procédures d'achat de terres indonésiennes ne*

reconnaissent pas les droits coutumiers et encouragent les entreprises à s'emparer des terres des communautés sans obtenir au préalable leur consentement libre et en connaissance de cause ;

- ne propose aucune mesure pour résoudre les problèmes que nous évoquons dans notre plainte : les entreprises sont en train de planter dans les tourbières et de brûler les forêts, en dépit du fait que le changement climatique est accéléré par le déboisement et le changement d'affectation des sols ;

- ne présente aucun plan général d'action pour préciser ce que le personnel de la SFI fera pour assurer qu'il se conformera désormais aux normes. »

Par conséquent, les ONG ont demandé au Président et au Conseil de la SFI de suspendre les prêts au secteur de l'huile de palme indonésien jusqu'à ce que ces failles aient été corrigées.

Sources : communiqué de presse du Forest Peoples Programme, de SawitWatch et de Gemawan, 10 août 2009

http://www.forestpeoples.org/documents/ifi_igo/ifc_wilmar_cao_fpp_press_rel_aug09_eng.pdf ;

texte de la plainte et correspondance avec la SFI et le CAO

http://www.forestpeoples.org/documents/ifi_igo/ifc_wilmar_fpp_let_jul07_eng.pdf

http://www.forestpeoples.org/documents/prv_sector/bases/oil_palm.shtml

audit du CAO

http://www.forestpeoples.org/documents/ifi_igo/ifc_wilmar_cao_audit_report_jun09_eng.pdf